

Les invités

Repenser le long terme pour les fonds de pension

Olivier Ferrari*

La globalisation est finalisée. La Chine, dernier «Etat continent», a rejoint le cercle des pays développés en intégrant plusieurs centaines de millions de personnes dans le circuit de la grande consommation. Dans le même temps, le Japon nous a donné l'exemple de ce qui se passe quand les limites du plein-emploi et de la croissance économique sont atteintes et que l'Etat a épuisé son crédit de dette. Qu'en avons-nous retenu!

Nous devrions être à la veille de prendre conscience que ce n'est ni la Chine, ni le Brésil et encore moins l'Afrique, entre autres, qui vont sauver la croissance économique mondiale. Tous les modèles de développement tablent toujours sur une croissance forte pour financer nos besoins. Nous sommes dans un délit de croissance en ne voulant pas admettre que nous sortons d'une phase de développement économique par accumulation de biens pour entrer dans une ère d'économie de remplacement de biens. Refuser cet état de fait, c'est nier que les Etats ne pourront rembourser qu'une partie plus ou moins importante de leur dette, que les budgets publics ne pourront plus supporter des prestations sociales sans nouvelles cotisations, risquer l'instauration d'une politique sociale d'entreprise régressive. Ce ne seront pas que les fonds de pensions qui ne pourront plus subvenir à leurs engagements, mais également les régimes d'assurances sociales des Etats en général. Certains sont virtuellement déjà en faillite.

Nous voulons acheter moins cher! Les entreprises licencient en Occident pour produire en Asie. Cela augmente le chômage et les coûts sociaux. Nous voulons des rendements socialement responsable et respectueux de l'environnement. On introduit des taxes qui sont détournées pour boucher les trous budgétaires des



*Coninco
Explorers
in finance

Etats. On désresponsabilise l'individu en lui faisant croire à l'Etat providence. Une forme de communisme détournée. On veut des rentes plus élevées sans adapter le financement, ce qui augmente le risque de gestion des capitaux. Des actionnaires veulent toujours plus de dividende? Des sociétés spéculent sur les marchés financiers pour satisfaire cette demande. La soustraction de capacités financières pour un développement industriel économique durable au profit de transactions virtuelles appauvrit l'économie et limite la création d'emplois. Des banques ont perdu leur fonction d'intermédiation financière à disposition de l'économie pour devenir des producteurs d'argent. Ce cercle vicieux, dans une phase de transition, ne permettra pas aux fonds de pension de retrouver un peu de sérénité. Non ce ne sont pas les rendements de ces derniers qui ne sont pas bons, encore moins la bourse qui va mal, mais simplement notre manière d'agir au quotidien, notre inconscience collective, spéculative et égoïste.

La recherche de maximisation des profits à court terme, la perte des fondamentaux de la fonction de gestion des actifs financiers, la soustraction de l'économie de capitaux réels au profit du virtuel, la volonté de donner plus de rendement à l'épargne ont conduit à la situation actuelle. A la fin des années nonante, les envolées boursières ont subordonné les fondamentaux du but d'un fonds de pension. Celui-ci ne doit que garantir, et non maximiser, un revenu de substitution lorsqu'un cas de prévoyance se réalise. A cette même période on n'autorisait que des réserves de fluctuations de valeurs limitées, il fallait répartir en augmentant le rendement de l'épargne et les prestations. C'est une fois de plus nos actes dans des années d'insouciance que nous payons aujourd'hui encore, et non la dernière correction boursière en cours d'une économie en mutation initiée en 2001!

Il faut favoriser un développement industriel, redéfinir le financement des prestations entre les cotisations et le rendement des investissements, préserver la solidarité. Prendre conscience que les obligations de la Confédération ne rapportent plus du 5%, 6% voire du 7% à 12 ans, mais du 1%. On doit accepter que la croissance économique mondiale ne sera plus élevée, admettre que l'entreprise ne peut pas assumer à elle seule toute la charge sociale et encore moins l'Etat. L'inflation n'est plus ce qu'elle était. Il existe cependant toujours des opportunités de niche de développements économiques. Les pays émergents ont émergés, leurs fonds souverains doivent cumuler des milliards pour assumer le coût social de leurs futurs retraités. Leur hégémonie est nécessaire

Refuser cet état de fait, c'est nier que les budgets publics ne pourront plus supporter des prestations sociales sans nouvelles cotisations

et non conquérante. Pour y remédier il faut admettre un défaut généralisé d'une partie de la dette pour éviter une guerre commerciale, sociale et se donner les moyens de mettre en place un réel développement économique et non financier.

Le marché prolifère depuis peu de solutions de gestion de risque des investissements sans pour autant représenter un gain financier réel. A contrario, il convient d'élargir le plus possible l'allocation stratégique. Actions, obligations et immobilier se diversifient. Intégrer des alternatives telles que du Private Equity sans levier, des prêts hypothécaires à long terme, de la microfinance durable, des prêts mezzanines et autres

collatéraux sont autant de possibilités d'élargissement de l'allocation des actifs pour la maîtrise de la part du financement des prestations liées au rendement. La condition préalable au succès demande à ce que les partenaires sociaux admettent un ajustement des cotisations. Que les pourfendeurs de la préservation des acquis intègrent une période de faible inflation qui perdure. Cotiser pour l'épargne dès l'âge de 20 ans, augmenter le salaire cotisant, admettre la baisse du taux technique de rémunération attendu de l'épargne accumulée et le taux de conversion du capital en rente représente des alternatives efficaces maintenant à bon niveau les prestations. Il faut aussi définir des cotisations linéaires pour renforcer la sécurité des jeunes à long terme et ne plus charger les générations proches de la retraite. Pour les laissés-pour-compte de telles mesures, il faut utiliser les prestations complémentaires et éviter ainsi une politique d'arrosage qui ne conduit qu'à un appauvrissement à terme de l'Etat et à une destruction du concept des trois piliers.

Reconsidérer le contexte au futur et non au passé et en avoir conscience, c'est signer un nouveau pacte social.

>> Sur Internet

Retrouvez sur notre site de nouvelles contributions d'invités extérieurs, ainsi que l'ensemble des articles écrits dans cette page par des invités

www.letemps.ch/forum_eco